RAPSE
Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 68
12 octobre 2009

L'ETAT A L'INITIATIVE DU PLUS GRAND PROJET DE SUPPRESSION D'EMPLOIS :

2003/2012 : 300.0000 EMPLOIS

SERONT - ILS RAYES DE LA CARTE ?

Les salariés du groupe Sanofi Aventis exposent les raisons de leur lutte à la fête de l'Huma au stand de l'ANECR

Sommaire

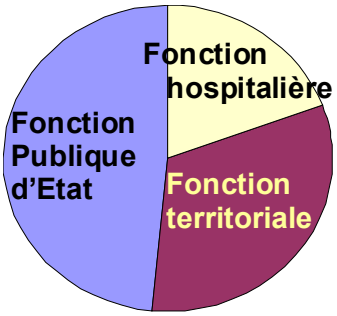
- ✓ Fonction publique : 300.000 emplois menacés — pages 2
- ✓ Sanofi-Aventis : la recherche menacée — pages 3
- ✓ La reprise ? La méthode Coué de Mme Lagarde — pages 4/5/6/7
- ✓ Le crédit à l' immobilier et aux entreprises toujours en berne — pages 8

2003-2012 : 300.000 emplois supprimés dans la fonction publique.

Le plus grand plan social de l'histoire de notre pays

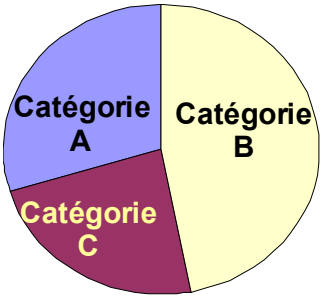
L'essentiel des chiffres-clés de la fonction publique

5,2 millions de personnes travaillent dans les trois fonctions publiques, soit 21,3 % de l'emploi total (salarié et non salarié) en France au 31 décembre 2006.



- 2, 524 millions d'agents travaillent dans la fonction publique de l'État soit 49 % de l'emploi public.
- 1,662 million d'agents travaillent dans la fonction publique territoriale , soit 32 % de l'emploi public : les 3/4 dans les régions, départements et communes, et 1/4 dans les Épa locaux.
- 1,014 million d'agents travaillent dans la fonction publique hospitalière (FPH), soit 19 % de l'emploi public : 94 % dans les hôpitaux et 6 % dans les maisons de retraite.

La fonction publique, c'est aussi la précarité !



- Les trois fonctions publiques emploient 3 869 081 titulaires, **777 603 non-titulaires (15%)** (hors emplois aidés), 50 119 ouvriers d'État, 56 567 assistantes maternelles, 94 007 médecins, 353 706 militaires.

- Dans les trois fonctions publiques, 29,6 % des agents sont en catégorie A (cadres), 23,3 % en B (professions intermédiaires) et 47,1 % en C (employés et ouvriers).

Depuis 2003 les budgets de l'Etat programment la réduction des effectifs de fonctionnaires.

Ainsi, celui de 2010 prévoit encore 33.000 à 35.000 suppressions d'emplois.

En réalité, chaque année, les suppressions réelles sont supérieures de 30 à 40% aux prévisions ce qui conduirait à supprimer 40.000 emplois en 2010.

Au rythme actuel, c'est donc 300.000 emplois qui auront disparu d'ici 2012.

SANOFI-AVENTIS :
la recherche et les emplois en danger!

Rolland Jacquet

Le groupe SANOFI-AVENTIS,1er groupe pharmaceutique européen,46 sites en France dans 23 départements et 13 régions, est engagé dans un vaste plan de restructuration (appelé « transforming ») qui touche l'ensemble de son activité. Dernièrement il vient d'annoncer l'externalisation de sa recherche. L'objectif de SA est donc de faire financer ses projets de recherche par les fonds publics afin d'accroître toujours plus ses profits. C'est l'aveu que les pôles de compétitivité visent avant tout au désengagement des groupes alors que le rapprochement entre la recherche publique et les entreprises pourrait poursuivre des objectifs d'efficacité sociale notamment pour la santé.

Une telle annonce va se traduire, si les salariés et les populations ne se mobilisent pas à la hauteur des enjeux, par 1 250 chercheurs en moins, 500 dans les services généraux, 1 000 commerciaux, et 700 en production, 4 sites transférés et un à vendre. C'est 20% du potentiel total de recherche menacé ainsi que toutes les activités du groupe. Cela alors que, le marché "vaccins et médicaments" étant en expansion (voir le livre noir de l'industrie pharmaceutique édité par la CGT), le chiffre d'affaires progresse de 6,7% au 1er semestre et le bénéfice net par action, seul critère patronal qui compte, augmente de 22% !
Bien entendu, pour mener à bien ses objectifs, le groupe provisionne 890 millions, veut réaliser 2 milliards d'économie d'ici à 2013 et augmenter encore le versement aux actionnaires (dont TOTAL et L'OREAL sont les 2 principaux),versements qui sont passés en 5 ans, d'à peine 20% à 40% du résultat net !

Que faire et comment faire pour que ce groupe ait une autre démarche, une autre logique de développement, un autre rapport aux patients, au monde de la santé, aux salariés, aux collectivités locales?

Ce sont ces questions qu'ont posé à la fête de l'huma au cours d'une rencontre au stand de l'ANECR, les « SANOFI », les élus, les militants des collectivités territoriales et les parlementaires concernés ! Il s'agit de permettre que les élus, ainsi alertés et informés, rencontrent les organisations syndicales des différents sites, interviennent dans leurs assemblées (conseils municipaux, d'agglos, au départements, à la régions, à l'association des communautés urbaines et à l'ARF, à l'AN, au sénat au parlement européen et portent à la connaissance des salariés, des acteurs de la santé et des populations, ces interventions !

Ainsi, contribuer à élargir les actions des organisations syndicales,

- **montrer qu'elles ne sont pas isolées face à ce grand groupe,**
- **travailler à des rassemblement et à des propositions alternatives,**
- **porter la proposition des députés communistes d'une commission d'enquête parlementaire.**

Tout cela peut permettre des dynamiques utiles avec des communistes, des militants et des élus qui jouent leur rôle !
Cette affaire aura des suites !

La reprise ? le recours à la méthode coué de Mme Lagarde ne fera pas venir le printemps.

Extraits d'une note de travail d'Yves Dimicoli

France des faits qui n'inspirent pas l'optimisme (extraits)

Au 2e trimestre 2009 la croissance du PIB a été de 0,3 %, après quatre trimestres consécutifs de baisse. Il n'en a pas fallu plus au gouvernement pour proclamer que la France est « *sortie de la récession* » grâce à sa politique !

Qu'en est-il ?

Au 2e trimestre 2009 c'est avant tout le commerce extérieur qui a tiré la croissance (0,9 point de PIB) avec une progression « *inattendue* » des exportations de biens manufacturés, l'automobile surtout.

En effet, d'autres pays que la France (l'Allemagne notamment) ont mis en place des « primes à la casse » pour soutenir le marché automobile. Cela aurait un peu profité à Renault et Peugeot.

On a beaucoup causé sur la tenue de la consommation en France en prétendant même que « *le pouvoir d'achat continue d'augmenter malgré la crise* » (le Monde du 19 août 2009).

En réalité, la consommation n'a soutenu la croissance qu'à hauteur de 0,3point, sous un triple effet :

- La prime à la casse automobile,
- Les revenus populaires qui ne s'effondrent pas massivement parce qu'il y a des « stabilisateurs automatiques » qui jouent un rôle d'amortisseur de crise et que de nombreux emplois n'ont pas été encore précarisés,
- le recul de l'inflation devenue négative, ce qui a pu soutenir surtout le pouvoir d'achat des revenus financiers du capital, mais aussi certaines consommations avec le recul des prix relatifs des produits informationnels notamment.

En réalité, d'importants facteurs de rémanence des difficultés vont peser lourdement sur la conjoncture du semestre à venir.

Premier facteur: la situation désastreuse de l'emploi .

Les chômeurs regroupés dans la première catégorie de la nomenclature de « Pôle emploi » (A) étaient au nombre de 2 524 500 en juin, ce qui a permis au gouvernement de triompher en annonçant que le chiffre avait diminué de 0,7% en un mois. Mais cela passait sous silence 3 faits significatifs:

- **En un an cette catégorie de chômeurs a augmenté de 25,7%;**
- Le chiffre de juin est en légère diminution du fait, pour l'essentiel, de l'augmentation de 19,3% des « *cessations d'inscription pour défaut d'actualisation* » (sic)!
- Le nombre de demandeurs d'emploi regroupés sous les nomenclatures A+B+C a, lui, augmenté de 0,3% le mois dernier.

Les licenciements pour motif économique tirent désormais le chômage après les suppressions d'emplois intérimaires et les non renouvellements de CDD. Quoi qu'il en soit, le taux de chômage en France métropolitaine a connu un nouveau bond spectaculaire au deuxième trimestre à 9,1 % de la population active (2,6 millions).

L'INSEE prévoie 698.000 destructions nettes d'emplois dans les secteurs marchands non agricoles cette année.

Les offres d'emploi, de leur côté, pour l'essentiel sur des postes temporaires (moins de 6 mois) ou occasionnels (moins d'1 mois), ont diminué de 15,6% en un an.

Le taux de chômage officiel devrait atteindre 10,1% au 4ème trimestre (1,5% DOM compris), alors qu'il était encore de 8,7% au 1er trimestre. Au total, selon l' INSEE, la France compterait 704.000 chômeurs supplémentaires fin 2009!

(...)

Au contraire de ce que prétend Le Monde, le **salaire réel** (défalcation faite de l'inflation) moyen par tête va de nouveau baisser en 2009 (-0,3%) et cela malgré une inflation très faible (négative actuellement).

Deuxième facteur de rémanence des difficultés : le crédit demeure rationné.

Les dernières statistiques de la Banque de France nous signalent que les encourt de crédit aux entreprises continuent de reculer : -3,5 % en juin après -4,6 % en mai.
En fait, les banques verrouillent, surtout au détriment des PME, et cela, malgré la détente du marché monétaire (euribor à trois mois : 5,4 % à l'automne 2008 est retombé à 0,8 % début septembre).

Elles ont bénéficié jusqu'ici de 75 milliards de garanties d'État (S. F. E. F.) et de 20 milliards d'euros injectés en fonds propres par l'État, dans chaque cas, comme on le sait sans changement des critères de crédit et en laissant totalement les manettes aux actionnaires des banques aidées.

Le rationnement du crédit et sa sélectivité accrue perdurant, les faillites se multiplient. Selon l'assureur-crédit Euler - Hermès, on atteindrait un record en 2009 : 72.000 après 57.700 en 2008. **(...)**

Ils s'attendent désormais (les industriels) à une baisse de 23 % dans l'industrie manufacturière et de 21 % dans l'ensemble de l'industrie, et cela après une année 2008 marquée déjà par un ralentissement par rapport à 2007. **(...)**

Troisième cause des persistance des difficultés : Les gestions des groupes.

Ils continuent de massacrer leurs sous-traitants, pour les contraindre à baisser leurs prix, de se restructurer brutalement ou de délocaliser, tandis qu'eux-mêmes se constituent d'énormes trésoreries qu'ils placent et qui attendent le moment propice pour de nouvelles OPA.
Bien sûr les bénéfices affichés reculent : ils ont atteint 21 milliards d'euros pour les sociétés du CAC 40 au premier semestre 2009, soit un recul de plus de 57 % par rapport au premier semestre 2008.
Mais ce repli, qui touche surtout les valeurs cycliques et financières, n'était aucunement jugé catastrophique par les analystes. **(...)**

Il faut voir là une conséquence de la violence des ajustements. Ces résultats ne sont en aucun cas explicables par une demande finale en croissance, mais par des réductions de coûts (salariaux surtout) et un arrêt du dé-stockage. Le consensus prévoit pour l'ensemble de l'année 2009, des bénéfices nets de l'ordre de 60 milliards d'euros.

Les groupes industriels du CAC-40 ont vu leur trésorerie cumulée croître de **3,42 milliards d'euros** en un an.
La somme des flux de trésorerie opérationnelle (générée par l'exploitation) engrangée en 6 mois s'élève à **34 milliards d'euros**.

Au premier rang de ces « *machines à faire du cash* » on trouve EDF (qui va bénéficier d'une nouvelle augmentation de ses tarifs) , France—Télécom (où on se suicide beaucoup sur le lieu de travail..), Sanofi-Aventis. Mais on trouve aussi des entreprises qui ont bénéficié des fonds de l'État , Renault et PSA, ont largement utilisé le chômage technique et ont fait rendre gorge à leurs petits sous-traitants en faisant s'effondrer leurs commandes. Peugeot, par exemple, a diminué sa consommation de trésorerie grâce à une réduction de prés de 2 milliards d'euros de ses stocks!

Quatrième facteur : les déficits extérieurs

Le déficit des transactions courantes de la France a atteint 3,5 milliards d'euros en juin, après 2,3 en mai. Le seul déficit des échanges de biens a atteint 4,3 milliards d'euros, en croissance de 16,2% sur mai. A fin juin, et en cumul sur 12 mois, ce déficit porte sur 43,5 milliards d'euros, contre 44 milliards à fin décembre 2008 et 18,9 à fin décembre 2007.
Cet alourdissement de la facture exprime les problèmes croissants d'efficacité du « système productif », en liaison avec le chômage durable, la précarisation, l'insuffisance des qualifications et des salaires. Il exprime l'échec catastrophique des politiques prétendant accroître la compétitivité de la France en baissant le coût salarial des emplois, avec les allègements de cotisations sociales patronales en particulier. Au cœur du déficit sur les échanges de biens, on trouve l'excès des importations en provenance d'Allemagne.

Tout cela concoure encore plus aux sorties de capitaux: **(...)**
Mais cela exprime une dépendance financière croissante de la France vis à vis de l'extérieur, sachant que ces capitaux sont attirées par l'abaissement du coût salarial de l'emploi, le recul des dépenses publiques et sociales, les promesses de hauts rendements financiers, contre l'emploi, la formation, les services publics et la croissance réelle. De plus, ce type de capitaux est, par définition très volatile.

Cinquième facteur : le rationnement de la dépense publique:

Depuis avril dernier, la France fait toujours l'objet d'une procédure de la Commission européenne pour « *déficit excessif* » avec l'injonction de ramener le déficit public (au sens de Maastricht) sous la barre des 3 % dés 2012.
Certes, le gouvernement ne viserait plus finalement qu'un déficit entre 5 et 5,5% du PIB à cet horizon, Sarkozy ayant déclaré qu'il reportait à 2014 l'engagement à repasser sous les 3 %.

Pour autant, la politique budgétaire demeurerait extrêmement restrictive avec une baisse annuelle des dépenses de personnel de l'État de 1 à 1,5 % et une chute des autres dépenses de 2 à 3,5 % par an entre 2009 et 2012.

Pour 2010, le projet de loi de finances va renouveler l'objectif politique d'une croissance zéro en volume de la dépense d'État et, pour cela, il supprimerait plus de 34 000 emplois publics dont 16 500 dans l'éducation, tandis que le projet de loi de financement de la protection sociale pourrait acter une nouvelle hausse du forfait hospitalier. **(...)**

On note que, désormais, le pouvoir a décidé de forcer le passage là-dessus avec les collectivités territoriales dont le nombre devrait beaucoup diminuer avec la réforme Balladur, tandis que leurs gouvernances seraient plus étatisées, via les régions et les métropoles.

(...)
Cela marche de pair avec la perspective agitée d'un soutien massif aux infrastructures, mais aussi à l'industrie française avec la reprise par Sarkozy de la « *très bonne idée de la CGT* » de tenir des États généraux de l'industrie destinés à tracer les grandes lignes d'une « *nouvelle politique industrielle* ». **(...)**

Sarkozy avait annoncé son intention devant le congrès à Versailles en juillet dernier d'avancer dans la transformation des bases des prélèvements obligatoires avec, derrière, l'obsession d'une plus grande « compétitivité » de ces bases. Cela renvoie à :

- Des bases permettant d'alléger les prélèvements obligatoires sur les profits dégagés des entreprises ;
- La recherche de nouvelles bases des prélèvements, « *non délocalisables* ».

C'est dans cette perspective qu'a été décidée la suppression de la taxe professionnelle sur les équipements et biens mobiliers (EBM) et qu'a été reprise l'idée d'une « taxe carbone » qui frapperait la dépense des familles et introduirait en France un mécanisme approchant celui de la TVA sociale.
Et cela tout en continuant d'arrache-pied dans le sens de l'allégement des cotisations sociales patronales.

Il y a un consensus droite PS là-dessus, pour l'heure.Importance du débat à gauche sur ces questions et nos priorités :

- Impôt sur les sociétés,
- Taxe professionnelle,
- Crédit, cotisations sociales patronales,

Fonds publics régionaux et national...

Un dernier mot sur les luttes :
pour illustrer combien il y a besoin d'une large mise en offensive des communistes sur leurs propositions cohérentes (d'autant plus que les élections régionales seront tout autrement condition-nées si le mouvement social redémarre en s'emparant de propositions.)

Nous avons tous en tête le grand mouvement du premier semestre 2009 qui est retombé pour le moment. Il faut bien voir que ce mouvement a réussi à imposer certaines choses. Je veux noter particulièrement :
- L'ouverture du débat sur le **partage de la valeur ajoutée et des profits**;

- La **création du FISO** qui pourrait devenir ,si on s'en empare, l'une des institutions majeures pour sécuriser l'emploi et la formation. Sarkozy en avait repris l'idée à la CFDT, comptant ainsi pouvoir casser l'unité syndicale et détacher la CFDT du mouvement. L'unité syndicale a tenu, et le FISO a dû être créé. Certes, en l'état ça ne va pas du tout. Il est doté de 1,3 milliards d'euros et Sarkozy a promis la même somme pour 2010. La CFDT a dit qu'il faudrait 10 fois plus. Nous nous disons qu'il faudrait 20 milliards d'euros. **(…)**

Il y a besoin d'aider à une remobilisation du mouvement social en cette rentrée. Elle n'est pas acquise.

Il y a eu en effet un manque d'objectifs de luttes après l'échec du 19 mai qui s'est conjugué sans doute au fait que les rapports de force politiques issus des élections européennes n'ont pas permis de commencer à ouvrir d'autres perspectives.

Sarkozy s'est au contraire senti autorisé de redoubler les coups, bien que la droite et l'extrême droite aient été minoritaires.

Cela a beaucoup pesé sur le climat revendicatif sans doute, d'où l'émergence de luttes plus violentes, cependant soutenues par l'opinion semble-t-il, et plus récemment de luttes, non pour sauvegarder les emplois, mais pour obtenir de meilleurs « chèques valises », comme chez Fabris.
(...)
En réalité, les médias ne parlent pas de toutes les luttes sur l'emploi. Et il en est de victorieuses comme à la S. B. F. M., sous-traitant de l'automobile, où les salariés ont refusé de rentrer dans la négociation sur le « chèque valise », et on mis fortement en cause la responsabilité des grands donneurs d'ordres. Ils ont obtenu la reprise par Renault et aucune suppression d'emplois.
Cela souligne l'importance des luttes pour l'emploi, le besoin d'une offensive des communistes sur ce terrain avec l'exigence de moyens financiers et de pouvoirs. A la CGT on reconnaît combien l'unité syndicale s'est faite surtout au sommet sur la base d'une importante plate-forme commune énonçant des « *propositions macroéconomiques* » mais qui n'ont pas pu être prises en main suffisamment par les syndicats et les salariés à la base dans leurs propres luttes de terrain susceptibles de converger de façon interprofessionnelle.
Soulignons, à l'appui du besoin de développement des luttes, l'importance de l'idée du pôle public financier et de l'intervention pour un nouveau crédit sélectif avec :

- **La bataille pour les Fonds publics régionaux qui doit prendre une grande ampleur avec les élections régionales;**
- **La bataille pour une nouvelle logique d'incitations à l'emploi et aux progrès écologiques avec la nécessité de mettre un terme aux allègements de cotisations sociales patronales et de baisser, au contraire, de façon sélective les charges financières du crédit dans les régions;**

? La bataille pour une profonde réorientation de la Politique monétaire de la BCE.

Autres éléments abordé par la note d'Y. Dimicoli :

- Qu'en est-il de la conjoncture mondiale ? (plan)

- **Commençons par ce qui domine : l'embellie de la finance.**
- **Qu'est-ce qui permet de penser que, toutes choses égales d'ailleurs, on irait vers pire?**
- **Le problème le plus grave c'est le chômage.**
- **Quelle pourrait être alors le profil de reprise si celle-ci arrive à surmonter les facteurs actuels de déflation ?**

1) L' excès de liquidités :
2) Les risques d'inflation financière et immobilière à partir des pays émergents:
3) Le risque d'un krach très grave sur les endettements public
4) Le risque d'effondrement du dollar :

- Examen de la conjoncture par zone : (plan)

1) les États-Unis :
2) Les pays émergents :
3) La zone euro

Cliquer sur le lien pour lire l'intégralité du rapport http://storage.canalblog.com/92/06/312448/44898722.pdf

FRANCE : LE CREDIT à L'IMMOBILIER ET AUX ENTREPRISES TOUJOURS EN BERNE

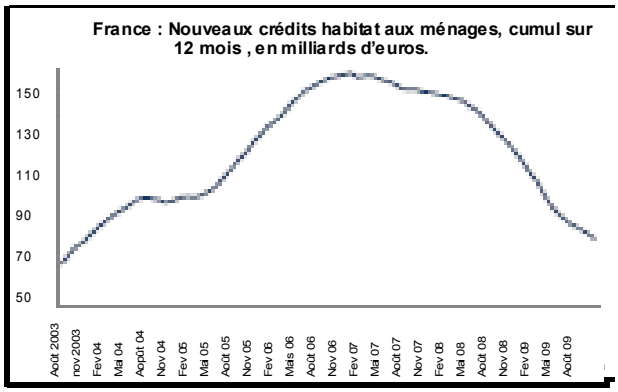
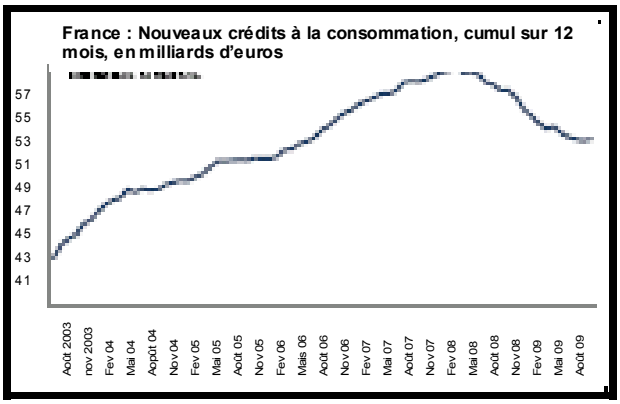
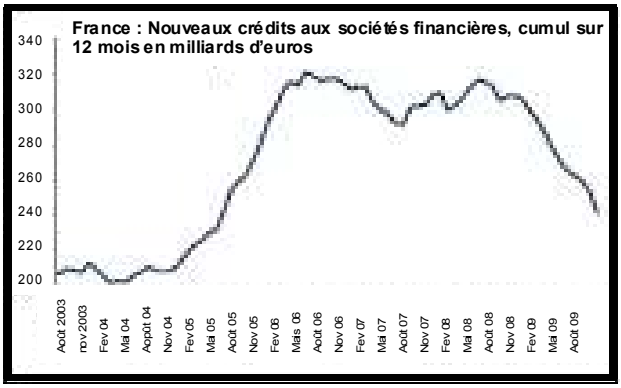
La contraction de la production de crédit hexagonale se poursuivait en Août 2009 : sur 1 an, le crédit aux ménages et aux entreprises non financières se contracte de plus d'1/5e, soit une baisse de 114 mds d'€.

- La plus forte décroissance est enregistrée pour le crédit habitat dont la production fond d'1/3 sur 1 an.

Depuis le pic de novembre 2006 (156 mds d'€), la production de crédit habitat à été quasiment divisée par 2 (81,2 mds d'€ en août 2009).

- La production de crédit consommation est en baisse de 8% sur un an.

- La production de crédit aux entreprises est en forte baisse de moins 21,4% sur 1 an soit moins 66 mds d'€.

Les causes sont triples :

1) une chute massive de la demande de crédit, notamment en raison du fort recul des dépenses d'investissement des entreprises.
2) Des freins toujours existant du côté de l'offre de crédit aux PME.
3) Un recours accru des grandes entreprises aux financements sur les marchés des capitaux (plutôt que le crédit bancaire) permis par le recul des primes de risques sur les marchés financiers.